

Protection des données à caractère personnel

En vertu de la loi 18-07 du 10 juin 2018 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel, nous vous demandons de fournir votre consentement pour le traitement de vos données personnelles par [Ooredoo WATANIYA TELECOM ALGERIE], en tant qu'opérateur de téléphonie mobile.

Votre vie privée et la sécurité de vos données personnelles sont importantes pour nous, et nous nous engageons à les protéger conformément aux dispositions légales en vigueur.

Veillez lire attentivement les informations suivantes :

1. **Identification et Coordonnées du Responsable du Traitement des Données :** [Nom et Coordonnées du Responsable du Traitement des Données]
2. **Finalités du Traitement des Données :** Nous traitons vos données personnelles dans le but de fournir des services de téléphonie mobile, y compris la gestion de votre compte, la facturation, la gestion des appels et des messages, la résolution des problèmes techniques, la fourniture de services liés à la téléphonie, et pour vous tenir informé des mises à jour importantes.
3. **Catégories de Données Personnelles :** Les catégories de données personnelles que nous collectons peuvent inclure des données d'identification tel que : votre nom, adresse, numéro de téléphone, adresse e-mail, informations de paiement, historique d'utilisation des services, localisation géographique, et d'autres données nécessaires à la fourniture de nos services, ou plusieurs éléments spécifiques de votre identité physique, génétique, biométrique (empreinte digitale, reconnaissance faciale...etc.), psychique, économiques, culturelle ou sociale.
4. **Destinataires des Données :** Vos données personnelles peuvent être partagées avec nos prestataires de services tiers impliqués dans la fourniture de nos services, ainsi qu'avec des organismes de réglementation ou dans le cadre d'obligations légales.
5. **Durée de Conservation :** Ooredoo WTA conserve les données personnelles principalement pendant la période nécessaire pour atteindre les finalités pour lesquelles elles ont été collectées. Toutefois les données personnelles peuvent être conservées au-delà de la durée de la relation contractuelle avec l'opérateur conformément aux lois et législations applicables.
6. **Vos Droits :** Vous avez le droit d'être informé, d'accéder à vos données personnelles, de les rectifier, ou de vous opposer au traitement. Pour exercer ces droits, veuillez contacter par mail [PDPSubmission@ooredoo.dz] ou par courrier en le déposant dans l'un de nos locaux les plus proche en vous adressant au [Délégué à la protection des données personnelles d'Ooredoo WTA]

Quel sont vos droits ?

1. **Droit à l'information** : Conformément à l'article 32 de la loi, vous avez le droit d'être informé(e) de manière claire, transparente et compréhensible sur la manière dont nous collectons, utilisons et traitons vos données personnelles. Avant toute collecte de vos données à caractère personnel, le responsable du traitement ou son représentant doit vous fournir expressément et de manière non équivoque les informations suivantes :
 - L'identité du responsable du traitement et, le cas échéant, de son représentant
 - Les finalités du traitement ;
 - Toutes les informations supplémentaires utiles, notamment le destinataire des données, l'obligation de répondre et ses conséquences, ainsi que vos droits et le transfert éventuel de vos données à l'étranger.

Si vos données à caractère personnel n'ont pas été collectées directement auprès de vous, le responsable du traitement ou son représentant doit vous fournir les informations susmentionnées avant l'enregistrement ou la communication de vos données à un tiers, sauf si vous en avez déjà connaissance.

Dans le cas où vos données à caractère personnel sont collectées sur des réseaux ouverts, vous devez être informé(e), à moins que vous ne sachiez déjà que vos données peuvent circuler sur ces réseaux sans garanties de sécurité et être lues et utilisées par des tiers non autorisés.

L'article 33 de la présente loi précise que l'obligation d'information prévue à l'article 32 ne s'applique pas dans les situations suivantes :

- a) Lorsque l'information de la personne concernée est impossible, notamment dans le cas de traitements de données à des fins statistiques, historiques ou scientifiques. Dans ce cas, le responsable du traitement doit informer l'autorité nationale de l'impossibilité d'informer la personne concernée et lui présenter le motif de cette impossibilité.
- b) Si le traitement est prévu par la loi.
- c) Si le traitement est effectué à des fins exclusivement journalistiques, artistiques ou littéraires

2. **Droit d'accès** : Conformément à l'article 34 de la loi, vous avez le droit d'accéder aux données personnelles que nous détenons à votre sujet. Ainsi, vous pouvez demander au responsable du traitement :
 - La confirmation que les données personnelles vous concernant sont ou ne sont pas traitées, ainsi que les finalités du traitement, les catégories de données sur lesquelles il porte et les destinataires ;
 - La communication, sous une forme intelligible, de vos données qui font l'objet de traitement, ainsi que toute information disponible sur l'origine de ces données.

Veuillez nous contacter en utilisant les coordonnées fournies en haut de ce message pour exercer votre droit d'accès. Le responsable du traitement se réserve le droit de demander des délais de réponse à l'autorité compétente pour les demandes d'accès légitimes et peut s'opposer aux demandes manifestement abusives, notamment en raison de leur nombre et de leur caractère répétitif. La charge de la preuve du caractère manifestement abusif de la demande incombe au responsable du traitement.

3. **Droit de rectification** : Si vous constatez que les données personnelles que nous détenons à votre sujet sont inexacte ou incomplètes, vous avez le droit de demander leur rectification ou mise à jour.

Conformément à l'article 35 de la loi, vous avez le droit d'obtenir, gratuitement, du responsable du traitement :

a) L'actualisation, la rectification, l'effacement ou le verrouillage des données personnelles dont le traitement n'est pas conforme à la présente loi, notamment en raison de leur caractère incomplet ou inexact, ou dont le traitement est interdit par la loi. Le responsable du traitement est tenu de procéder aux rectifications nécessaires sans frais pour le demandeur, dans un délai de dix (10) jours à compter de votre demande.

En cas de refus ou de non-réponse dans le délai mentionné, vous pouvez introduire une demande de rectification auprès de l'autorité nationale compétente. Celle-ci chargera l'un de ses membres d'effectuer toutes les investigations nécessaires et de procéder aux rectifications requises dans les meilleurs délais. Vous serez informé(e) des suites réservées à votre demande.

b) La notification aux tiers auxquels les données personnelles ont été communiquées de toute actualisation, rectification, effacement ou verrouillage des données à caractère personnel effectué conformément au point (a) ci-dessus, sauf si cela s'avère impossible.

Il est important de souligner que les héritiers de la personne concernée peuvent également exercer ce droit de rectification, le cas échéant.

4. **Droit d'opposition** : Vous avez le droit de vous opposer, à tout moment, au traitement de vos données personnelles pour des raisons liées à votre situation particulière. Dans ce cas, nous cesserons de traiter vos données, à moins que des motifs légitimes ne prévalent ou que leur traitement ne soit nécessaire pour l'exercice ou la défense de droits en justice.

Conformément à l'article 36 de la loi, vous avez le droit de vous opposer, pour des motifs légitimes, au traitement de données à caractère personnel vous concernant. Vous avez également le droit de vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection, notamment commerciales, par le responsable du traitement actuel ou par tout responsable d'un traitement ultérieur.

Il est important de noter que les dispositions de l'alinéa 1er de cet article ne s'appliquent pas lorsque le traitement répond à une obligation légale ou lorsque l'application de ces dispositions a été exclue par une disposition expresse de l'acte autorisant le traitement.